

Extrait de :

ARCHIVES GÉNÉRALES DU ROYAUME
ET
ARCHIVES DE L'ÉTAT DANS LES PROVINCES

**IMPLANTATIONS INDUSTRIELLES,
MUTATIONS DES SOCIÉTÉS
ET DU PAYSAGE**

Actes de la journée d'étude interuniversitaire
et pluridisciplinaire, tenue à Arlon à l'initiative
du Centre d'écologie historique de l'Université catholique
de Louvain et des Archives de l'État à Arlon, le 6-10-1984

édités par

Michel DORBAN et Roger PETIT
avec la collaboration de
Jean-Marie YANTE

ARCHIVES GÉNÉRALES DU ROYAUME
Rue de Ruysbroeck 2-6
1000 BRUXELLES

1986



DISCUSSION DE L'APRÈS-MIDI

T. PALASTHY :

Vous avez soulevé, Monsieur, un problème terrible, vous avez employé deux mots : cycle et crise. Moi comme économiste, je ne crois pas au cycle. Le cycle déjà est un problème philosophique, c'est le déterminisme a priori.

En économie, on cite souvent le Kondratieff. C'est l'explication d'une situation où apparemment les revenus diminuent par tête d'habitant et l'on dit : « Attendez trente ans, vous serez vieux et vous aurez à manger ». Ce n'est pas tout à fait exact.

Le problème du Kondratieff est étudié à partir du moment où la ligne des ressources devient une pente. Si la population continue à augmenter, il faut un élargissement des ressources pour remonter la pente. Cette apparente périodicité impose le progrès technique. Le progrès au niveau du sol se reflète dans des graphiques à la manière de Kondratieff. Je doute de leur validité. Des communistes même en doutent, en particulier parce qu'on ne prend en considération que quelques prix et on évacue tous les phénomènes majeurs de l'histoire, y compris les guerres.

Par contre, je crois que vous avez raison quand vous dites que nous ne sommes pas dans une conjoncture défavorable pour ce système, mais il y a quelque chose qui manque. Vous avez soulevé le problème de la transition démographique. J'essaie d'expliquer que chez nous, tout au moins dans les parages de l'Europe occidentale, une transition démographique est précédée par un accroissement des ressources. C'est grâce à cet accroissement des ressources que la mortalité peut diminuer. On est donc dans une transition démographique. Ce qui aujourd'hui n'est pas le cas du tiers monde. La transition démographique, c'est là-bas un *deus ex machina*, c'est l'Occident qui est intervenu artificiellement dans un écosystème au sens le plus large du terme. Tout l'équilibre est donc bouleversé.

Nous avons parlé uniquement de ressources, mais en économie on parle toujours du capital et du travail. Le bouleversement démographique à l'échelle mondiale a entraîné un bouleversement fondamental du capital labor ratio. Vous connaissez la « main invisible » d'Adam Smith. Nous sommes maintenant dans

un système de vases communicants. Les capitaux vont où il y a beaucoup de population et la population essaie d'aller où il y a trop de capital par rapport à la population, d'où des mouvements migratoires.

Un seul facteur ne bouge pas, ce sont les ressources naturelles. Mais aujourd'hui les technologies sont devenues indépendantes des facteurs naturels. Je vais donner deux exemples. Le textile était le monopole naturel de l'Angleterre, de la Belgique et du Nord de la France à cause des eaux et de l'humidité. On ne pouvait pas tisser ailleurs – le fil cassait –, puisqu'on ne pouvait pas créer le climat permettant le tissage. Aujourd'hui, avec le lin conditionné, on peut recréer exactement les mêmes conditions même dans le Sahel. On a donc perdu cet avantage naturel. Deuxième exemple, la fonte pour laquelle la Belgique avait un avantage fantastique. La fonte dépend du sable qu'on utilise, la porosité du sable intervenant dans la qualité de la fonte. On ne pouvait nulle part faire la même fonte qu'ici parce qu'on manquait de sable. Depuis lors on peut recréer artificiellement les mêmes qualités chimiques et physiques pour le sable. La Belgique a perdu alors son monopole naturel. Ce sont donc des facteurs très importants de l'explication de notre spécialisation.

Un autre facteur est tout aussi important, c'est le fameux capital labor ratio. Il faut avouer que si aujourd'hui vous pouvez gagner facilement 50 % en installant votre usine en Thaïlande et seulement 4 % ici, il n'y a plus personne qui va investir son capital en Wallonie. Pourquoi peut-on gagner 50 % là-bas ? Cela ne s'explique pas autrement que par la démographie. L'abondance de main-d'œuvre attire les capitaux dans ces pays.

É. HÉLIN :

Merci, Monsieur Palasthy, je suis personnellement fort intéressé par des propos qui relativisent en tout cas le dogme, la croyance absolue en cette espèce de *deus ex machina* que constitue le cycle. J'ai un peu suggéré tout à l'heure, il me semble, que le cycle est ressenti de manière très différente non seulement selon les pays mais aussi selon les régions et les secteurs industriels. Tous les travaux qui viennent de s'accomplir en France au cours des 5 ou 6 dernières années pour montrer l'absence de synchronisme dans l'observation du cycle Kondratieff, selon que l'on se trouve dans l'Ouest, en Normandie ou en Alsace, donnent beaucoup à réfléchir à cet égard-là et obligent à prendre sous son

microscope des situations très complexes, dont on connaît bien tous les tenants et aboutissants. Si vous le permettez cependant, je voudrais que notre colloque, même si cette voie est très prometteuse, ne s'infléchisse pas uniquement dans la voie de l'histoire économique. Je suis sûr qu'il y a aussi des questions qui se rapportent à la notion d'écosystème, à la dialectique des ressources et des habitants, en particulier avec des exemples luxembourgeois. Je ne voudrais pas être ici le vilain liégeois qui impose sa vue à des luxembourgeois qui ont aujourd'hui quantité de choses à nous apprendre.

C. FELTZ :

N'y a-t-il pas une contradiction assez flagrante entre la position de l'écologiste et celle de Monsieur Palasthy ? En écologie forestière, la cotation maximum est attribuée tantôt à l'écosystème le moins maîtrisé par l'homme, tantôt au plus diversifié. Tout cela pose le problème de la maîtrise de l'homme pour son devenir.

F. DEVILLEZ :

En général, on peut penser qu'écologie s'oppose à économie, d'où cette apparente contradiction. Mais on peut prendre le problème d'une manière plus large. Monsieur Palasthy l'a bien dit, les ressources sont limitées. A l'heure actuelle que peut-on envisager à l'échelle mondiale comme augmentation des ressources ? Je crois qu'on est bloqué. On pourra augmenter le progrès technologique. On n'augmentera plus les ressources. Or il se fait aussi que ces ressources limitées et qui vont décroître peu à peu, sont très mal partagées.

Vous pouvez prendre le raisonnement suivant. Dire qu'on va développer toutes les régions du monde, spécialement leur agriculture, pour donner à manger à tous. Notre agriculture devenue intensive amène des problèmes d'excédents. Appliquer cela à l'échelle mondiale, ce serait tout à fait impossible parce que nos réserves en énergie pour faire fonctionner les tracteurs, pour appliquer les engrais indispensables, sont limitées. On a déjà montré, aux États-Unis et dans certaines exploitations en Belgique, que, quand on injecte davantage d'énergie, de capitaux, toute augmentation de capital se traduit par une diminution de rendement de l'exploitation. Ce qu'il faut faire au niveau mondial, étant donné que nos réserves sont limitées, c'est rendre notre agriculture moins intensive et transférer l'énergie ainsi économisée dans les pays où toute augmentation de celle-ci va se traduire

par des augmentations considérables de rendement, parce que là où il n'y a rien, toute augmentation d'énergie ou de capital fait croître les rendements.

Finalement dans l'estimation de la valeur écologique telle que je l'ai faite, la forêt climacique, disons physioclimacique où ma meilleure catégorie, celle à laquelle je donne 12, est une forêt qui ne nécessite aucun investissement, si je puis dire, de la gestion, de la sylviculture, mais en tout cas pas d'engrais, ni d'engins pour travailler le sol. Si vous opposez cette forêt à la forêt anthropique qui exige beaucoup plus d'investissements, je crois que la futaie jeune est préférable, du moins dans certaines situations. Je ne voudrais pas transformer toute la Belgique en forêt de ce type. Dans certains pays, certains terrains, elle serait tout aussi rentable du point de vue économique et de plus remplirait toutes les autres fonctions. Tandis que l'autre type de forêt serait peut-être un peu plus rentable du point de vue économique mais ne remplirait pas ou très peu les autres fonctions.

C. FELTZ :

Dans le modèle de Monsieur Palasthy, nous sommes condamnés soit à devenir pauvres, soit à aller travailler dans d'autres pays ?

T. PALASTHY :

Nous avons fait un petit calcul que vous pouvez faire vous-mêmes. Posons la question en disant que ou bien, avec la production actuelle du monde, nous allons égaliser le revenu dans le monde, ou bien nous allons essayer de rehausser les revenus du tiers monde au niveau des revenus du monde occidental.

Si nous voulons garder la production mondiale à peu près à son niveau actuel, dans l'Occident il faudrait réduire le revenu à concurrence de 75 % pour que le revenu par habitant soit le même partout dans le monde.

Si on veut hausser le revenu du tiers monde à notre niveau, il faudrait quintupler la production mondiale, ce qui est une impossibilité. Nous nous trouvons devant des limites considérables. Il n'y a alors pas de contradiction entre l'économie et l'écologie, parce que dans les divers systèmes vous pouvez prélever sans démolir. En termes économiques, quand vous lisez les classiques, ces biens s'appelaient des biens libres. Il y avait alors des biens libres : l'eau était libre, le poisson était libre. Aujourd'hui il n'y a plus rien qui soit libre, même pour l'air il faut payer. On a

prélevé excessivement dans la nature et maintenant nous devons payer l'eau.

Je suis quand même optimiste. Prenez par exemple les engrais. Nous utilisons pour l'instant des produits du sous-sol, le gaz par exemple, le pétrole, pour fabriquer de l'engrais. C'est un véritable crime contre l'humanité parce que tous ces produits ne sont pas reproductibles. Nous privons nos enfants des produits synthétiques. Certains engrais peuvent être fabriqués tout simplement par l'énergie éolienne. Mais on ne le fait pas. Avec ce qu'on dépense en Belgique pour Zeebrugge qui ne servira jamais à rien, on aurait pu construire une série d'éoliennes le long du littoral qui, quand il y a du vent, fabriqueraient de l'engrais chimique. De l'engrais chimique, il n'en faut pas continuellement comme de l'électricité. Il y a donc une série de techniques qu'on pourrait appliquer mais qu'on n'applique pas parce que l'on n'est pas conscient de l'ampleur de l'affaire.

Pendant le déjeuner, j'ai dit comme boutade qu'il faudrait arracher les vignes de Bourgogne et de Bordeaux, de Bordeaux plutôt. Pourquoi ? Nous achetons de l'arachide au Sénégal. Les Sénégalais n'ont rien à manger parce que, en vendant de l'arachide, ils ne gagnent pas assez pour subvenir à leurs propres besoins alimentaires. Quant à nous, nous fabriquons du vin qu'à cause de la voiture il est interdit de consommer. On en a alors un stock gigantesque. On finance tout cela, au lieu de financer la culture du maïs là où c'est possible dans le Sud de l'Europe. Comme cela, nous pourrions faire de l'huile de maïs et les Sénégalais disposeraient de leurs propres terres pour leur alimentation. Vous voyez, c'est vraiment absurde. C'est la même chose avec le lait. A cause d'une mauvaise organisation sociale, nous sommes en même temps contre-productifs et, à cause de cette contre-productivité, nous prélevons encore davantage sur nos ressources naturelles. Bref nous sommes en train de scier la branche sur laquelle nous sommes assis. Et cela va très vite, vous savez.

De nouveau je vais citer trois chiffres. En l'an 2000, pour un habitant de la Belgique il y aura 3.000 m² comme espace vital ; en Egypte, il y en aura 300 et aux Etats-Unis il restera encore 30.000 m². Avec ceci vous pouvez mesurer la pression démographique dans les diverses parties du monde. Maintenant, si on oblige les Egyptiens, au lieu de s'industrialiser, à cultiver la terre, c'est une catastrophe pour eux parce qu'ils vont mourir de faim.

En même temps, aux États-Unis, on perd un tiers des terres arables qui reste en friches, sinon il y aurait surproduction. Vous vous rendez compte, tout cela est absurde. Nous vivons dans un monde absurde et si nous continuons comme cela, nous allons à notre perte.

É. HÉLIN :

J'aimerais tout de même faire des rectificatifs à la tournure générale du débat qui vient de s'amorcer.

T. PALASTHY :

Il faut attendre l'histoire du futur.

É. HÉLIN :

Oui. Mes rectificatifs sont pris dans le passé et dans le présent. Dans le passé, je crois que l'on pourrait considérer sous un certain angle Malthus comme un visionnaire pré-écologiste. Il a été le premier à bien comprendre cette loi dont personne ne peut s'émanciper, la nécessité de fournir plus de nourriture là où il y a plus de personnes. Tout le monde vient encore de considérer cela comme inéluctable. Il n'en reste pas moins que Malthus et la plupart de ses contemporains avaient prédit l'impossibilité de continuer dans la voie où ils se trouvaient à la fin du XVIII^e siècle et au début du XIX^e. Or, malgré tout, les prévisions ou les prédictions malthusiennes ne se sont pas réalisées, à une exception qui est tragique et dont je ne veux pas prendre mon parti aisément, le cas de l'Irlande. Là effectivement le spectre malthusien s'est réalisé et l'Irlande qui était passée en un siècle de 4 millions à 8 millions d'habitants, est revenue maintenant à 4 millions et, pomme de terre ou pas pomme de terre, on s'est trouvé impuissant devant cette situation qui a réduit les Irlandais en petit nombre à la famine et en très grand nombre, encore actuellement, à l'émigration, c'est-à-dire au déracinement. C'est un premier aspect, c'est le caractère qui n'est pas tout à fait inéluctable, de raisonnement qui semble irréfutable.

A l'heure actuelle, ce qui est sous-jacent à beaucoup de constats des écologistes et vos derniers propos me permettent, Monsieur Palasthy, d'ajouter quelques économistes dans cette ligne-là, c'est de penser que puisqu'il y a de scandaleuses disparités sur le plan de la distribution des ressources, il faudrait les planifier. Or les pays les plus planifiés sont ceux qui s'avèrent depuis 30 ou 40 ans les plus incapables d'augmenter d'une manière substantielle le standard de vie de leurs habitants.

J'aimerais bien ici revenir à des considérations qui ont été émises à plusieurs reprises au cours des débats de cette journée. Il y a, c'est important pour l'historien, le rôle de l'accident. L'homme est un animal qui ne fait que provoquer des accidents, qui dérange le cours normal que j'appellerai le cours naturel des choses. Pourquoi ? Parce que l'homme a une culture et que cette culture, la plupart du temps il la construit en contradiction et en opposition avec la nature. Jusqu'à quel moment est-on civilisé ? Les anthropologues en débattent. Peut-être ne sommes-nous civilisés que dans la mesure où nous renions notre héritage ancestral. C'est un premier point. Cela devient philosophique, c'est très peu en rapport avec les auteurs. Je crois que les organisateurs me regardent d'un air sévère. Ils ont l'impression que je divague. Mais j'aimerais quand même montrer la différence, me semble-t-il, entre population humaine qui provoque des accidents et qui en bénéficie, parce que comme vous je suis optimiste et je trouve que c'est un grand bénéfice d'avoir une culture, et les autres populations qui sont rééquilibrées par ce que j'ai appelé tout à l'heure des mécanismes autorégulateurs. Devons-nous considérer comme un avantage ou comme un idéal pour l'homme le fait d'être sujet ou de rester sujet de mécanismes autorégulateurs ?

F. DEVILLEZ :

Non absolument pas. J'ai dit tantôt que les ressources étaient bloquées, ne pouvaient pas augmenter du moins pour l'instant, mais la réalisation de progrès techniques nous donneront des ressources naturelles, notamment dans le domaine énergétique, quasiment illimitées. Cela dépend de notre travail, de notre réflexion et de notre recherche. Pour l'instant nous sommes bloqués, nous ne pouvons plus les augmenter. L'espoir est que nous trouvions d'ici vingt ans ou trente ans des moyens de débloquer la situation. Je dis vingt ou trente ans parce qu'à court terme ce ne serait vraiment pas possible.

T. PALASTHY :

Je ne vais pas entrer dans tous les détails, mais c'est justement ce que je voulais souligner dans mon exposé. Par rapport à Malthus qui considérait uniquement le sol comme ressource, on a ajouté celles du sous-sol. C'est cela le bond en avant au cours des deux derniers siècles. Le problème se pose aujourd'hui en ces termes : quid si maintenant nous épuisons les ressources du sous-sol ? C'est comme cela que je posais le problème. Malthus

était dépassé par ce phénomène. D'après toutes les études faites, il y a suffisamment de nourriture si on utilise les terres convenablement. Le problème est qu'il n'y aurait pas suffisamment de produits industriels. C'est autre chose, parce qu'il faut ou bien abandonner cette production ou bien diminuer la production de nourriture pour dégager des ressources pour autre chose.

É. HÉLIN :

J'insiste pour que l'on revienne malgré tout à des considérations luxembourgeoises. Vous m'excuserez, Monsieur Palasthy, de couper un peu court à ces vues dont tout le monde a perçu l'intérêt, la fécondité, mais je me sens ici à Arlon et par conséquent je m'en voudrais de ne pas rattacher le grelot du côté des problèmes qui ont une dimension luxembourgeoise. Il n'est point besoin qu'ils soient spécifiquement luxembourgeois, cela c'est autre chose.

J. PLANCHARD :

Vous demandez, Monsieur le Professeur, de ramener ces problèmes à une dimension luxembourgeoise. Je n'étais malheureusement pas là ce matin pour entendre les exposés qui ont été faits mais tout à l'heure dans votre brillante synthèse, j'ai cru comprendre qu'il y avait eu des échanges de vues ou du moins des communications fort intéressantes sur l'histoire et une certaine industrialisation qui existait dans cette province, notamment dans le Sud. On a parlé de la vallée de la Rulles ; Monsieur Yante, a parlé de la sidérurgie que nous avons eu ici et qui a disparu en un été en 1977 – nous avons eu notre Cockerill bien avant Liège.

Je parle maintenant en tant que gouverneur et principalement animateur socio-économique d'une région, c'est une nouvelle dimension que j'essaie de donner aux fonctions de gouverneur. Une région comme celle-ci vit effectivement ce que vous avez appelé tout à l'heure non pas une crise mais une mutation. Au fond cette crise nous la vivons depuis bien longtemps dans une région aussi déshéritée que le Luxembourg et aussi oubliée de tous les régimes politiques, unitaires ou régionaux, aujourd'hui ou demain. Véritablement nous sommes en mutation. Après tous les apports que j'ai entendus tout à l'heure, qu'ils viennent de l'histoire, qu'ils viennent de la reconstitution des écosystèmes ou de l'économie, je crois qu'actuellement pour réussir ou pour essayer de percevoir, de maîtriser une mutation dans une petite région comme celle-ci, il faut précisément arriver à une synthèse

dont vous avez esquissé les grandes lignes tout à l'heure, en disant que l'approche pluridisciplinaire en arrivait maintenant et que vous voyez dans ce cheminement une sorte de bout du tunnel. Toutes ces disciplines vont se mettre ensemble pour participer justement à cette mutation.

Dans ma politique qui est quelque peu terre à terre mais a l'avantage d'opérer sur le terrain de la vie de tous les jours, il y a une dimension humaine, qu'on peut trouver dans une région comme celle-ci. Nous avons encore l'espace, encore un environnement de qualité et qui est relativement intact, nous avons une disponibilité des gens autant par l'esprit que par leur capacité de travail. Nous avons certainement des défis à relever mais aussi des atouts remarquables pour arriver à accomplir dans une mini-région une mutation, qui peut être transposée à une échelle beaucoup plus grande. Je le vois depuis quelques années, cette sorte de crise est au fond très salutaire à des régions comme celle-ci à cause des atouts naturels qu'elles possèdent. Bien sûr tous les problèmes de parcs industriels par exemple sont plutôt nouveaux pour nous, même s'il y a eu ici une industrie aux XVII^e et XVIII^e siècles. Les problèmes d'aménagement du territoire au niveau justement de parcs industriels qui peuvent accueillir dans les meilleures conditions des industries à technologie avancée, pourraient faire en sorte que cette région soit demain un mini-modèle d'une mutation socio-économique à laquelle nous assistons maintenant.

Je m'en tiens, dans votre milieu surtout, à des généralités et j'essaie de transposer une expérience encore assez courte mais fort enrichissante de reconversion d'abord d'un mini-bassin sidérurgique, que nous avons ici dans le Sud, dans la région d'Athus-Arlon, et qui s'est écroulé en 1977 en un seul été. On ne nous à absolument rien laissé. Nous avons depuis lors refixé le même nombre d'emplois que ceux perdus en une seule fois, c'est-à-dire 1500 emplois. En accueillant de nouveaux investissements que nous avons cherchés nous-mêmes, nous avons en même temps mené parallèlement une politique de reconversion socio-professionnelle en mobilisant précisément dans une sorte de synthèse à la fois les pouvoirs publics, à la fois les privés qui étaient demandeurs de ces nouveaux emplois, les écoles techniques, l'ONEM, etc., de façon à créer très rapidement des modules de formation. Ceux-ci ont permis de répondre aux besoins nou-

veaux, que ce soit des soudeurs sur aluminium blindé, que ce soit des outilleurs, des matriciens etc., que nos écoles techniques cependant très bonnes ici ne pouvaient, ne pourront jamais où qu'elles soient, fournir, sinon il faudrait changer, et on ne change pas si rapidement, les matières, recycler les maîtres, etc.

Ce que nous sommes en train de mener maintenant dans cette province, c'est une véritable politique de reconversion surtout dans le Sud, dans des régions qui étaient dominées par la monosidérurgie, et une véritable politique de développement appliquée au centre et au Nord de cette province, qui étaient traditionnellement agricoles. On tente d'élaborer un modèle de développement économique proprement dit à partir précisément des ressources naturelles et spécifiques à cette région, la forêt, l'eau et l'agriculture, et on essaie de recréer en aval de cette spécificité des unités performantes, que ce soit en matière de biotechnologie, de pisciculture, d'agroalimentaire, de tourisme ou d'exploitation forestière. J'essaie de partir d'une courte expérience d'animation socio-économique d'une mini-région, en fait d'une région grande, la plus vaste province du point de vue géographique, mais la moins dense puisque nous avons 50 habitants au km² avec une dispersion très grande de l'habitat. C'était une réflexion générale que je voulais ajouter à votre intéressant débat de ce jour.

É. HÉLIN :

Je vous en remercie beaucoup, Monsieur le Gouverneur, et je crois d'ailleurs que, déjà ce matin, ce caractère pluridisciplinaire et la nécessité d'envisager simultanément toutes les dimensions d'un problème ont fait surface. Je pense à l'exposé de Monsieur Trausch en ce qui concerne les liaisons du politique et du culturel. Il y aurait beaucoup à dire ici du système éducatif, non seulement de l'école, mais aussi de la manière de convaincre les jeunes dès leur apprentissage qu'il y a une échelle de valeurs. Ce n'est pas à moi à dire où elle est, quelle est-elle, mais c'est de cette échelle de valeurs que dépendra le raisonnement des économistes. Dans certains pays, on accepte de faire un effort avant d'être payé ; dans d'autres, on ne le veut pas. Il faut savoir quel est le système le plus nécessaire en période de mutation et, comme l'a dit tout à l'heure Monsieur Ost, il semble que la définition, c'est-à-dire la recherche scientifique de ce qu'il faut entendre par patrimoine, est suivie d'une gestion et finalement d'une politique. Si on veut s'occuper de la préservation des sites

sans en même temps s'occuper des problèmes d'éducation des enfants, si on veut s'occuper des transports sans s'occuper d'économie, en prenant des pièces détachées on n'arrive pas à grand chose.

Faire la synthèse est absolument requis et, à moins qu'il y ait encore d'autres interventions à ce sujet-là, je voudrais ici réitérer les remerciements aux organisateurs de ce colloque, parce que le colloque est l'endroit par excellence où toute synthèse se forge.



